

Actuellement à Rome, où il doit rencontrer le pape le jeudi 11 mai, Mgr Georges Pontier revient sur la manière, parfois critiquée, dont les évêques ont pris la parole durant l'élection présidentielle. Pour le président de la Conférence des évêques de France, le défi d'Emmanuel Macron est désormais de rassembler les Français et d'écouter les plus faibles.

### **La Croix : Comment avez-vous vécu cette campagne présidentielle ?**

**Mgr Georges Pontier :** La campagne a été violente du début à sa fin. Notamment à partir des primaires des deux partis, des germes de division ont été semés. Pressentant cela, nous avons voulu prendre la parole dès juin 2016, afin de donner des repères précis pour lire les programmes des candidats. Puis nous avons publié un texte plus fondamental en octobre sur le politique et la nécessité de recréer un contrat social entre les Français. Un travail d'unité, de projet et d'apaisement nécessaire à notre pays.

### **Les catholiques eux-mêmes sont apparus divisés, cela vous inquiète-t-il ?**

**Mgr G. P. :** Ce n'est pas la première fois qu'ils ne votent pas de la même manière. Nous savons bien qu'il n'y a pas « un vote catholique » mais « un vote des catholiques ». À mon sens, cela a donné des prises de positions divergentes plus que des affrontements entre partisans de telle ou telle idée.

**RETROUVER NOTRE sondage La Croix/Pèlerin : le vote des catholiques s'ancre à droite**

L'unité n'étant pas l'uniformité, les évêques ne demandent pas que les catholiques pensent tous de la même façon. Mais nous devons continuer à apprendre et à pratiquer le dialogue entre nous, créer des modules de formation et de débat. Le débat sans formation peut tourner au pugilat, la formation sans débat, trop homogène, ne permet pas de progresser. La rencontre de l'autre, autant catholique que moi et qui pense différemment, nous fait progresser.

Il y a eu une approche assez consensuelle sur le fait, moins lisible mais plus exigeant, de donner des points de repère et non des consignes de vote. Ce n'est pas à l'Église de donner des consignes de vote : on le lui a assez reproché dans son histoire. Son rôle est plutôt de former, à partir de l'enseignement social de l'Église, la conscience politique des catholiques sur la chose publique.

### **En donnant des critères, vous savez aussi qu'aucun candidat ni parti ne peut y répondre intégralement...**

**Mgr G. P. :** Exactement. Quand nous donnons ces critères de discernement, nous savons que cela va permettre aux catholiques de réfléchir, mais qu'ils ne vont pas trouver « le » candidat ou « le » programme les prenant tous en compte. Ces critères sont là pour nous aider à corriger ce qui est guidé par nos appartenances diverses. Mais ce n'est pas à nous de désigner le candidat qui, à nos yeux, en tant qu'évêques, serait le meilleur.

**Face à certains candidats, les évêques ne devraient-ils pas assumer d'être à contre-courant d'une partie de l'opinion de certains catholiques, comme cela est déjà le cas sur bon nombre de questions éthiques ?**

**G. P. :** S'il y a des positions prises par ceux qui nous gouvernent qui ne correspondent pas ou qui heurtent la sensibilité des catholiques, nous nous exprimerons de nouveau en n'ayant pas peur de heurter la sensibilité de quelques-uns. Quand nous parlons de l'accueil des migrants, nous savons que nous heurtons la sensibilité d'un certain nombre de catholiques. Mais nous le faisons. Quand nous insistons sur la défense de la vie, nous savons aussi que nous offensoons la sensibilité d'autres catholiques. Mais nous le faisons, car c'est nécessaire.

**LIRE AUSSI Anne-Marie Pelletier : « Il est urgent que les catholiques retrouvent un peu de mémoire »**

Après tout ce qui avait été fait avant, nous n'avons pas pensé opportun de prendre une position différente après le premier tour. L'entre-deux tours ne nous a pas semblé tel qu'il faille intervenir d'une manière plus forte que ce que nous avons fait.

**Même sur le Front national ?**

**G. P. :** Les critères que nous avons proposés sur les migrants, l'Europe, une société apaisée, nous paraissaient suffisants.

**Du coup, beaucoup de catholiques ont pu être désorientés. À partir des critères donnés, certains se sont polarisés sur les questions familiales et de défense de la vie, d'autres sur l'accueil des migrants ou la question européenne...**

**G. P. :** Il est difficile de tenir l'ensemble de la démarche éthique de l'Église et de la foi chrétienne. C'est là que s'exerce la responsabilité de chacun de resituer dans le moment présent son choix par rapport à la situation et au bien commun du pays. Dans cet instant précis, ne me faut-il pas modifier la hiérarchie que j'afficherais en d'autres occasions ? Le bien du pays m'oblige peut-être à mettre en sourdine tel aspect auquel je tiens, parce que cela troublerait le pays d'une manière que je ne peux pas cautionner si tel ou tel candidat passait.

Dans cette campagne, la notion de bien commun a peut-être été un peu oubliée. Une répartition plus juste des richesses, l'accès aux biens minimaux de vie (logement, travail, santé) sont sans doute passés derrière des soucis identitaires ou corporatistes, idéologiques, au sens d'appartenance à un parti ou un courant de pensée.

**Emmanuel Macron est maintenant élu. Certains le présentent comme libéral, voire libertaire sur certains sujets. Qu'attendez-vous de lui ? Que redoutez-vous ?**

**G. P. :** Nous attendons de notre président qu'il se souvienne sans arrêt qu'il est le président de tous les Français. Après ces mois de conflits, de luttes, de divisions, il doit

travailler à la cohésion et à la réconciliation. Qu'il mette son rôle de président à sa juste place : non le chef d'un parti, mais le président de tous.

Qu'il entende l'ensemble des Français et, en particulier, ceux qui subissent avec le plus de cruauté le chemin de réformes économiques annoncé. Qu'il entende les victimes de ces étapes qui lui paraissent nécessaires, qu'il n'oublie pas ceux qui vont souffrir !

Il est évidemment attendu sur la diminution du chômage. Il y a une perte de confiance dans le politique qui se montre impuissant contre ce fléau non seulement économique mais humain, qui fait perdre leur dignité aux personnes, leur capacité à bâtir des projets, à assumer leurs responsabilités familiales. C'est le plus important.

J'espère aussi qu'il ne va pas nous enliser dans des débats de société qui ont aussi contribué à la division du pays mais qu'il n'est pas urgent de remettre en première ligne.

### **Quel est votre message avant les élections législatives ?**

**G. P. :** Elles seront le moment de prises de positions et d'expression de sensibilités diverses à travers les partis, anciens et nouveaux, qui présenteront des candidats. On va retrouver dans le nouveau Parlement le spectre politique de notre pays. Le visage de l'Assemblée nationale rejaillira sur la capacité du nouveau gouvernement à gouverner.

Sans préjuger des résultats de ces élections, il me semble qu'on ne peut pas avoir comme seul but de compliquer la vie du nouveau président. Ce ne serait pas un bien pour le pays qui n'a pas besoin de plus de divisions. Il faut se réconcilier et dépasser les oppositions. Et c'est pour cela qu'il est très important que notre président entende les cris de ceux qui sont tout en bas de l'échelle.

Recueilli par Nicolas Senèze, à Rome

